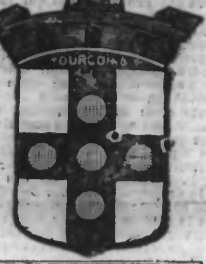




LE DIX-HUIT MARS



ABONNEMENTS Trimestre 3 fr. 50, 6 mois 6 fr. 50, 1 an 12 fr. 50. Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

REDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desarmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desarmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

LE Groupe Socialiste de la Chambre AU PAYS

Citoyens,
La majorité ministérielle, à la demande de M. Hanotaux et de M. Méline a décidé hier, que la France emploierait la force contre les Crétois et contre la Grèce. La France va s'associer aux puissances européennes pour envoyer des soldats en Crète, pour bloquer les îles grecques et la Grèce continentale.

Depuis quatre ans, l'Europe était indifférente aux crimes du sultan, aux massacres des Arméniens, à l'écrasement des peuples d'Orient.

Elle couvrait de son silence et de sa complicité ces œuvres de servitude et de sang.

Mais dès que le peuple crétois se lève pour défendre sa liberté et sa vie ; dès que le peuple grec se met en mouvement pour secourir ses frères de Crète, l'Europe s'émeut et elle prend parti pour le sultan contre ses victimes, pour l'oppresseur contre les opprimés, pour l'égorgeur contre les égorgés.

Nos gouvernants alléguent, pour excuser cet attentat, qu'ils veulent avant tout sauver la paix. Or, ils la compromettent en encourageant de leur protection la folie meurtrière du sultan, et ils provoquent sans fin les colères, les haines, les conflits.

Ils alléguent aussi qu'ils ne veulent pas rompre le concert européen. Nous ne leur reprochons pas d'avoir travaillé à la maintenance ; nous les accusons de ne pas avoir consacré, à la France républicaine, la posture et le rôle qui lui appartenaient.

La vraie raison de leur attitude, ils n'ont pas osé la dire, s'ils nous jettent dans une lutte contre les opprimés, c'est qu'en contractant avec la Russie une alliance sur les conditions de laquelle ni le pays ni le Parlement n'ont pu encore obtenir d'éclaircissement, ils n'ont pas songé à sauvegarder la liberté et la dignité de la France.

La même politique néfaste qui a conduit nos vaisseaux à Kiel, les conduit, aujourd'hui, dans les eaux grecques et absorbe la France éphémère dans l'autocratie européenne et dans le despotisme oriental. Et M. Méline, pour nous riter à jamais cette chaîne, a osé dire, lundi, qu'avant cette abdication, la France tremblait à chaque pas.

Citoyens,
Votre clairvoyance patriotique, votre énergie républicaine et votre fertilité nationale ne pardonneront pas à ces hommes.

Demain, que la Grèce cède à la menace européenne ou qu'elle résiste, les plus graves complications sont à craindre.

C'est à vous tous, citoyens, qu'il appartient de réagir de toutes vos forces contre une politique aussi folle que coupable. Dès la première heure nous avons résisté ; dès la première heure, nous vous avons avertis.

Mais, peut-être, tous ces avertissements doivent-ils rester vains ; peut-être, l'Europe rétrograde et la France capitaliste sont-elles incapables, désormais, de prévoyance et d'humanité.

A vous de hâter l'avènement nécessaire de la République socialiste. Seule, elle pourra libérer à la fois le travail exploité, les peuples asservis, la patrie humiliée.

A bas la réaction européenne !
Vive le socialisme !

E. Baudin, Bonard, Gelvinas, H. Carnaud, Thierry-Casse, Charvat, Chavrière, Robert Chavrin, Constant, Costantini, Defontaine, V. Dejeante, Gabriel Deville, Françoise, Gérard-Richard, Girodet, Goujat, Paschal Grosset, Grosvenor, Julien Guédo, Clovis Hugues, Jean Jaurès, A. Jourde, Lévy, A. Millierand, Paulin-Méry, Gustave Roussel, Souvassier, Marcel Sembat, Tariquy, Edmond Vaillant, Pierre-Vaux, René Viviani, Walter.

LES PROGRES DE LA REVOLUTION CUBAINE
Madrid, 17 mars.
La nouvelle de la défaite du colonel Salcedo, aux Philippines, et de l'échec du général Pravia devant Cavia, a causé, à la Havane, une grande impression.

On estime qu'une crise du haut commandement est imminente. Weyler attendait un renfort de six mille hommes, qu'on devait lui envoyer de Cadix, et, au dernier moment, on a dirigé ces troupes sur... les Philippines, où la situation est des plus menaçantes pour les Espagnols.

La province de Pinar-del Rio fourmille d'insurgés qui, chaque nuit, attaquent les garnisons des villes. Depuis que Weyler a annoncé la pacification de la province, les Cubains ont fait sauter deux locomotives sur la ligne de l'arrêté de Solde et de fournitures monté à 45 millions. A la fois, les soldats et les pacifistes se mesurent de faim ou de fièvre.

Les Espagnols eux-mêmes déclarent ouvertement qu'il n'y a plus qu'une chose à faire : envoyer en pénitence avec Maximiano Gomez, mais la condition sine qua non que les Cubains mettent à toute négociation est toujours l'indépendance absolue de Cuba.

La Havane, 17 mars.
Un train portant des troupes espagnoles a été dynamité en traversant un ravin profond au pied de Pantalaris (Pinar del Rio).

Il y eut plus de 200 tués ou blessés.

Le corps de beaucoup de victimes ont été mis en lambeaux.

La locomotive et six wagons ont été détruits.

INFORMATIONS
INTERIEUR
A PANAMA ET LES CHEMINS DE FER DU SUD
Paris, 17 mars.
L'instruction de M. Le Poittevin sur les scandales de Panama se poursuit avec rapidité. Elle est terminée plus tôt que ne le pensait. Elle sera faite chaque jour recueillir des renseignements sur les personnes soupçonnées d'avoir reçu de larges avances.

Arten a été interrogé hier, de midi à sept heures, et après avoir causé avec sa femme et sa fille il a été renvoyé à la Cocherie.

L'interrogatoire a porté sur des questions très graves. Arton aurait été de plus en plus précis dans ses réponses.

Le juge a convoqué pour demain deux témoins qui ne sont ni députés, ni financiers.

Malgré tout le travail que lui donne l'affaire Arton, M. Le Poittevin, qui est également chargé de l'instruction sur les chemins de fer du Sud, s'en occupe activement.

Le juge, qui avait demandé à plusieurs ingénieurs de la Compagnie des rapports sur la partie technique qu'ils ont été appelés à diriger, a reçu le premier de ces rapports.

Il attend la remise d'autres documents avant de donner à son instruction une impulsion nouvelle.

NOUVEL EXEMPLE D'EDUCATION CLERICALE
Tours, 17 mars.
La semaine dernière, la gendarmerie de l'Isle-Beaumont (Indre-et-Loire) a mis en état d'arrestation le frère Trépanier, directeur de l'Ecole chrétienne de la commune.

Comme à l'habitude, le « cher frère » est prévenu d'attendre à la prison compliquée de toutes sortes de raffinements ignobles, sur une quinzaine de jeunes garçons auxquels il inculquait ses maximes.

De peur que les fruits de son enseignement ne fussent compromis par le contact des laïques, il retenu ses élèves dans un espèce de patronage ou de cercle catholique qu'il avait fondé. Prenons garde à ses officines !

RECORDEUR DE SINISTRE MARITIME
Brest, 17 mars.
Le naufrage du paquebot Utrecht, de Rotterdam, dont la Lavrière a entretenu ses lecteurs, semble se confirmer.

M. de Kerros, consul de Hollande, a informé son gouvernement qu'il y a lieu, malheureusement, de redouter que le paquebot ne soit perdu corps et biens.

L'Utrecht avait à bord un important équipage et de nombreux passagers. Il faisait le service entre Rotterdam et Picoli ou Batavia.

Le préfet maritime a donné des instructions aux diverses autorités placées sous ses ordres pour que M. de Kerros soit immédiatement prévenu des que des cadavres seraient recueillis sur les côtes.

Jusqu'ici aucun corps n'a été découvert.

De nombreuses familles ont télégraphié à Brest, demandant des renseignements sur les naufrages.

TERRIBLE DRAME DE FAMILLE
Chambray, 17 mars.
Un drame vient de se produire à Chambray, près de Chambray.

Un ex-adjoint, M. Pancrazi, marié à une demoiselle Tricot, père de trois enfants, à la suite d'un déménagement, a été assassiné et blessé dangereusement à belle-mère à coups de revolver ; il est ensuite tiré deux coups de revolver, puis il est allé se jeter dans la Merne. Ses blessures ne sont pas très graves. Il a été arrêté.

RECONSTITUTION DE LA DIGUE DU BOUZET
Epinal, 17 mars.
Par décision ministérielle, le projet de reconstruction intégrale de la digue de Bouzet vient d'être définitivement repoussé.

Un mur sera établi pour maintenir seulement 1.500.000 mètres cubes d'eau ; par contre, des machines élévatoires seront installées à Lognon, en amont d'Epinal.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'AGRICULTURE
Paris, 17 mars.
La sous-commission du Conseil supérieur de l'Agriculture a terminé l'examen de toutes les questions relatives à la suppression des zones, à l'impureté des semailles, à l'entretien et à l'examen des types de farine.

Elle s'est ajournée à lundi prochain, pour entendre la lecture des rapports qu'elle adressera au président du conseil, ministre de l'Agriculture.

UN PROCES MONSTRE EN HONGRIE
Budapest, 17 mars.
Hier a commencé à Hedmezevasszari, le procès sensationnel d'empoisonnement dans lequel sont impliqués douze femmes et deux hommes.

Les femmes sont accusées d'avoir empoisonné leur mari.

La principale accusée est la sage-femme Maria Jager, qui aurait livré du poison à ces femmes.

Environ 200 témoins sont cités.

Les débats dureront vraisemblablement huit jours.

LE DIX-HUIT MARS
La Révolution du 18 mars que l'on a essayé de réduire aux proportions d'un mouvement municipal parisien né du Siège et de la République en danger, a été dans son programme, dans ses tendances et surtout dans ses résultats la plus grande explosion sociale ou socialiste de ce siècle.

Son but, la Déclaration au peuple français l'indiqua, c'est « l'universalisation de la propriété ».

L'outil à l'ouvrier, la terre à celui qui la cultive, il n'y a dans une autre proclamation à l'adresse des départements.

Et pour que personne ne puisse en ignorer, au milieu et en dépit de la lutte qui absorbe tous ses efforts, la Commune de Paris, joignant les actes aux paroles, prendra des mesures comme celles-ci, qu'il importe d'autant plus de mettre en relief que leur portée paraît avoir échappé à quelques-uns, parmi ceux là mêmes qui les ont votés :

Elle réduira à 6.000 fr. par an « le maximum du traitement des employés aux divers services communaux » — ce qui était un premier, et un pas considérable, vers l'équivalence des fonctions et l'égalité des salaires.

Elle décidera qu'« aucune administration privée ou publique ne pourra imposer des amendes ou des retenues aux employés ou aux ouvriers », et elle interdira « le travail de nuit dans les boulangeries », rompant ainsi en visière au laissez faire bourgeois, en intervenant entre le travail et le capital, non plus comme aujourd'hui au profit des capitalistes, mais au profit des travailleurs.

Comprenant enfin que la coopération n'est pas un moyen d'affranchissement, mais le résultat du capital restitué à ceux qui le mettent en valeur, elle appellera les Chambres syndicales à constituer une commission ayant pour but :

« 1° De dresser une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un inventaire exact de l'état dans lequel ils se trouvent et des instruments de travail qu'ils renferment ;

« 2° De présenter un rapport établissant les conditions pratiques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers, non plus par les déserteurs, qui les ont abandonnés, mais par l'association coopérative des travailleurs qui y étaient employés ;

« 3° D'établir un projet de constitution de ces sociétés coopératives associées ».

C'est donc bien le droit au capital, le droit à l'instrument et à la matière de la production, et non plus seulement le droit au travail, qui a été affirmé — incidemment, il est vrai — en pleine bataille, par la Commune de Paris, trop avisée pour confondre 1870 avec 1848, et réduire les revendications ouvrières à la formule rudimentaire et incomplète d'il y a quarante-deux ans.

Mais c'est surtout dans ses conséquences historiques, qui — ne l'oublions pas, — plus que le programme, caractérisent une tentative révolutionnaire, c'est surtout dans son lendemain, qui dure encore, dans les espérances et les terreurs qu'il a éveillées d'un bout du monde à l'autre que le 18 Mars a donné sa véritable mesure ouvrière et socialiste.

A peine le drapeau rouge, son drapeau, tombé dans le sang de son dernier soldat, que voyons-nous, en effet ? Ce drapeau ramassé et arboré par le prolétariat de tous les pays, qui en fait son signe de ralliement. « Vive la Commune ! » ce cri est à peine étouffé au Père-Lachaise sous une dernière décharge de mitrailleuses, qu'il éclate plus nombreux et plus puissant que jamais, au Nord et au Midi, à l'Est et à l'Ouest, poussé par l'universalité des travailleurs, qui, en Allemagne par exemple, se déclarent par l'organe de Liebknecht et de Bebel, solidaires de leurs « frères de Paris », qui en Suisse, en Belgique, etc., se lèvent pour empêcher l'extradition des « échappés », et qui partout s'éteignent à l'envi la date du 18 Mars comme ouvrant une ère nouvelle, l'ère de leur émancipation.

Que voyons-nous, d'autre part ? Cette même date maudite, ce cri prosaïque par les classes dirigeantes et possédantes de partout, lesquelles, si divisées qu'elles puissent être en matière de forme gouvernementale, qu'elles se réclament de la monarchie, comme en Allemagne en Autriche-Stein-Halle, ou de la République comme en Suisse, aux Etats-Unis ou en France, se retrouvent unies ou solidarisées contre ce qu'elles reconnaissent ainsi pour l'ennemi commun.

D'un côté, du côté de la Commune, tous ceux qui, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, de quelque liberté politique qu'ils jouissent, sont les dupes ou les victimes de l'ordre économique actuel et en poursuivent le renversement.

De l'autre, tous ceux qui bénéficient

LE DIX-HUIT MARS

de cet ordre à un titre quelconque et enendent le conserver.

Mais si nous célébrons l'anniversaire du 18 mars, et si nous nous solidarisons avec les vaincus de mai 1871, comme avec ceux de juin 1848, comme avec les canuts de 1831, si historiquement les socialistes-révolutionnaires de l'heure présente peuvent se rattacher à ces divers mouvements qui ont été autant de moments, autant d'étapes de la Révolution sociale que nous poursuivons et nous constituons une tradition aussi glorieuse que sanglante, nous ne saurions nous confondre avec eux. L'avenir, dans ses revendications, n'a pas à prendre mesure sur le passé.

Nous pouvons revendiquer les « Communes » de 1871 — et nous le faisons — comme des soldats de la même cause, comme des frères d'armes. Mais nous sommes autre chose que des « Communeux ».

Ce n'est pas nous qui, vainqueurs presque sans combat, le 18 mars, eussions « connu » le mouvement, et sous prétexte de respecter l'autonomie des autres communes de France, attendu, l'arme au pied, qu'on organisât contre nous d'abord et contre les autres communes ensuite, « la plus belle armée que la France ait jamais possédée ».

Ce n'est pas nous qui, obligés, pour protéger la vie de nos prisonniers contre des tuteurs à la Gailfiff et à la Vinoy, de prendre le célèbre arrêté contre les otages, l'eussions laissé dormir dans les cartons, d'où il ne devait être exhumé par les conseils de guerre que pour être retourné contre nous vaincus.

Ce n'est pas nous qui, maîtres de la Banque de France, le type et le couronnement de l'exploitation capitaliste nous fussions laissé jouer par un marquis de Pécoux, soldat l'armée de Versailles avec les fonds nationaux.

Ce n'est pas nous qui eussions attendu au 16 avril pour restituer les ateliers de Paris au prolétariat parisien en limitant cette restitution aux ateliers abandonnés et en la conditionnant — qui plus est — à une indemnité à déterminer.

Entre eux et nous il y a toute la différence du vagissement du nouveau-né à la parole humaine.

Vingt-six ans ont passé sur la dernière défaite du prolétariat français, et ces vingt-six ans ont été mis à profit par les survivants de l'échec tombés de leurs droits, en même temps que le moyen unique de les faire valoir.

Ce qu'on cherchait alors, nous l'avons trouvé. Où l'on hésitait, nous affirmions.

Le collectivisme révolutionnaire a fait en France, depuis dix-huit années des progrès tels que les prochaines circonstances révolutionnaires nous trouveront prêts, non plus à succomber héroïquement, mais à triompher.

Nous savons tous aujourd'hui, en même temps que l'unique cause de la misère des producteurs, le moyen unique — d'y mettre un terme. C'est l'expropriation de la minorité capitaliste ; c'est la restitution à la société de toutes les forces de production ; c'est l'industrie et le commerce social substitués à l'industrie et au commerce privés.

De là notre force. Le pouvoir politique une fois entre nos mains, nous l'emploierons à la suppression du patronat, et conscients du devoir qui nous incombe, persuadés que nous avons charge de l'émancipation humaine, nous ne reculerons devant aucune mesure. Nous n'aurons pour cela qu'à suivre l'exemple de la bourgeoisie, qui, pour s'affranchir n'a pas craint de garder, plusieurs années en permanence, la guillotine sur la place de la Révolution.

LES ELUS SOCIALISTES EN AUTRICHE
Paris, 17 mars.
Les élus socialistes en Autriche ont été aujourd'hui au nombre de QUATORZE.

Nous ne connaissons pas encore tous les résultats, notre ami le docteur Victor Adler, battu à Vienne par la coalition de toutes les réactions, était candidat à Reichenberg campagne (Bohême), où son élection, paraît assurée.

Nous pouvons cependant établir le nombre de suffrages acquis à ce jour par la démocratie socialiste autrichienne :

Ces suffrages atteignent le chiffre énorme de cinq cent soixante-quatorze mille.

Où, 574.000 voix ! et encore ne consult-on pas tous les résultats.

Ce nombre considérable de suffrages se répartit en suffrages du premier degré et en suffrages du second degré. Autrement dit dans les circonscriptions où une sorte de mode de vote analogue à celui du Sénat français a prévalu, les socialistes obtiennent 350.000 suffrages ; dans ceux plus rares — où on a voté directement, le nombre des voix obtenues est de 228.679.

Tels sont les résultats de la première expérience faite, en Autriche, du suffrage universel. Ils sont, on le voit, plus satisfaisants, et démontrent jusqu'à l'évidence que la situation économique sur les bords du Danube, comme dans tout le reste de la vieille Europe, entraîne le prochain avènement de la Société collectiviste.

LA COMMUNE et ses conséquences
Lorsque l'héroïque insurrection prolétarienne, à laquelle on doit la conservation de la République en France, fut écrasée, dans un massacre monogolique qui rappelle le sac de Magdebourg par l'armée catholique de l'exécrable Tilly, lorsque 35.000 victimes eurent jonché la sol de Paris et que plus de 50.000 suspects furent étés parqués dans les champs de Senorty, ou enlascés sur les pontons en attendant la prison cellulaire, la déportation ou le bagne, un fait inattendu se passa, montrant que ce depuis 1851 la France avait perdu le Verbe, elle avait gardé au front l'aurole rayonnante qui attire les peuples.

La Commune vaincue suscita dans tous les prolétariats d'Europe et d'Amérique un irrésistible élan de sympathie et d'ad-

Hymne à la Commune
Salut, Commune ! Quand tu vins,
La France agonisait, livrée
Par les rhétoriques subtiles et vaines,
Par les repus de la curée.
Les bourgeois monnaisaient l'affront ;
Les chefs criaient : « ou sur qui bouge-tu
Versailles risait, cette gouge !
Toi tu pleurais, la honte au front.
Salut, ô grande vierge rouge !
Salut, Commune ! en te dressant,
Tu réagais de leurs capitaines
Tous ces parias dont le sang
Est moins cher que l'eau des fontaines.
Qu'était l'aube auguste des droits
Qu'ils levaient dans la proueille :
Tu ne combattais que les rois.
Salut, Patrie universelle !
Salut, Commune ! Tu clamais :
« Ne coulez plus larmes amères !
« Debout ! Faisons sur les sommets
« Rayonner les saintes chimères ! »
Tu rêvais, ô toi qu'on proscriit,
Le mal mortel, la haine bridée
Dans l'humanité féconde
Par tous les mâles de l'Esprit.
Salut, glorieuse de l'idée !
Salut, Commune ! 6 jours maudits !
Contre toi, contre tes apôtres,
Se dressèrent tous les bandits
Qui mangent le pain blanc des autres.
Lorsqu'ils élaient collés au mur,
Foutriquet éclata de rire :
« On tira sur toi comme on tire
« Sur les moineaux dans le fil mur.
Salut, glorieuse martyre !
Salut, Commune ! Le ciel bleu
Riait aux fots baissant la rive.
Tu respirais encore un peu :
« On l'enferma dans la chaux vive !
L'horre réouvert les talons
L'effroi dispersa ton escorte ;
Et quand le vent battit ta porte,
Personne ne répondit plus.
Salut, toi qui pour nous est morte !
Mais non, tu n'es pas morte, non !
Pour déraciner le vieux monde,
Nous n'avons qu'à jeter ton nom
A fenêtre foule qui gronde.
Buvex, chantez, faites l'amour,
Le gouffre a faim, la planche glisse.
Il faut que le sort s'accomplisse !
Il faut que le peuple ait son tour.
Salut, Demain ! Salut, Justice !
Clovis HUGUES.

LES ELUS SOCIALISTES EN AUTRICHE
Paris, 17 mars.
Les élus socialistes en Autriche ont été aujourd'hui au nombre de QUATORZE.

Nous ne connaissons pas encore tous les résultats, notre ami le docteur Victor Adler, battu à Vienne par la coalition de toutes les réactions, était candidat à Reichenberg campagne (Bohême), où son élection, paraît assurée.

Nous pouvons cependant établir le nombre de suffrages acquis à ce jour par la démocratie socialiste autrichienne :

Ces suffrages atteignent le chiffre énorme de cinq cent soixante-quatorze mille.

Où, 574.000 voix ! et encore ne consult-on pas tous les résultats.

Ce nombre considérable de suffrages se répartit en suffrages du premier degré et en suffrages du second degré. Autrement dit dans les circonscriptions où une sorte de mode de vote analogue à celui du Sénat français a prévalu, les socialistes obtiennent 350.000 suffrages ; dans ceux plus rares — où on a voté directement, le nombre des voix obtenues est de 228.679.

Tels sont les résultats de la première expérience faite, en Autriche, du suffrage universel. Ils sont, on le voit, plus satisfaisants, et démontrent jusqu'à l'évidence que la situation économique sur les bords du Danube, comme dans tout le reste de la vieille Europe, entraîne le prochain avènement de la Société collectiviste.

NOUVELLE A LA MAIN
A La Haye :
Un habitué interpella un ami qui vient de quitter après forces politesses un personnage assez mal coté sur la place :
— Comment ! vous donnez des poignées de main interminables à ce détresseur !
— Par précaution ! Pendant que je tiens sa main dans la mienne, je suis sûr qu'il ne m'a pas dans sa poche.

Conseil Municipal DE LILLE

Présidence du citoyen DELORY, maire
Le public s'est assés déjà dans les tribunes quand le premier conseiller, le citoyen Delory, pétra dans la salle des délibérations. Bien qu'il ne soit pas le conseiller principal, il a pris place en son fauteuil et vers 9 heures moins un quart,

LA SEANCE
est ouverte sous la présidence du citoyen Delory.
La discussion du budget sera-t-elle épuisée avant la fin de la séance, nous le croyons, mais hautes à l'intervention systématique de la droite, nous pouvons espérer par elle au moins à une nouvelle séance.

Sont absents : MM. Barrois, Brassard, Desarmont, Kolb, Verly, Werquin, Meurice et Sever qui se sont fait excuser.

Le procès-verbal de la dernière réunion est lu et adopté sans observation.

Aussitôt on passe à la discussion du crédit ouvert au musée industriel et agricole. Une réduction de 1.000 fr. a été faite par l'administration municipale sur la somme de 3.200 fr. affectée jadis à ce crédit, ce qui soulève les protestations de l'opportuniste opportuniste DRAGRE-D'HUGO.

M. Brackers d'Hugo doit s'adresser sur les intentions de l'administration, dit le citoyen Delory, qui, très simplement, déclare que ce n'est pas faire avoir une sorte de mise en interdiction de ce crédit, en supprimant une somme inutile même sous l'ancienne administration.

La somme portée au crédit n'est destinée qu'à payer les frais d'entretien de ce musée, joint au traitement du gardien.

La Commission est-elle en accord avec vous, de grande encore le monsieur bavard qui se déclare satisfait en apprenant de l'ajournement aux beaux-arts que la Commission elle-même a faite de ses propositions. La somme proposée au crédit est votée.

Approuvés aussi les crédits proposés par le budget.

Le rapport de la commission du budget sur le budget, ancien lui, il est décidé qu'avant de voter la somme de 93.200 fr. proposée à ce crédit, on discutera le cahier des charges du théâtre.

LE THEATRE MUNICIPAL
C'est la discussion du cahier des charges du directeur du théâtre municipal, qui, certes, provoquera entre toutes les objections de ces messieurs de l'opposition celles les plus méchamment exprimées.

Nous ne pourrions donner à nos lecteurs les dispositions du nouveau cahier des charges ; la place réservée à ce compte rendu nous permettrait pas de le faire. Des plus d'ailleurs que nous ne rapporterons dans toute leur largeur les fréquentes interventions des Brackers-d'Hugo et Lacour.

Des premières paroles du petit Delouches qui parait avoir le cerveau par trop échauffé à sa taille, on a idée de l'esprit qui préside aux objections qu'il apporte.

En effet la phrase suivante :
« Les représentations d'opéra devront être, deux fois au moins par semaine, consacrées à l'interprétation d'ouvrages faisant partie du répertoire des théâtres ; subventionnés par l'Etat ou les villes » portée au cahier des charges incite le dit cerveau à des conclusions de larynx et d'ailleurs. Ce à indiquer « à la participation de la minorité qui continuera sur ce ton pendant toute la séance ».

C'est sur un mot que portera toute la discussion de l'article 2. L'admission municipale, ayant approuvé comme clause, que le répertoire des opéra comprenne un nombre de représentations également distribué entre le répertoire ancien et moderne.

Monsieur Lacour ne comprend pas la signification du mot moderne, et vainement le complaisant adjoint Delbierre, s'efforce de lui définir cet « expression M. Lacour qui comprend très bien, dit-il, ce qu'on a voulu dire revient à l'expression « grand ville est un peu vague » reprend Duham d'un ton convaincu.

La discussion est engagée. Cinq minutes elle continue tout aussi spirituellement, d'ailleurs. Ce à indiquer « à la participation de la minorité qui continuera sur ce ton pendant toute la séance ».

LES ELUS SOCIALISTES EN AUTRICHE
Paris, 17 mars.
Les élus socialistes en Autriche ont été aujourd'hui au nombre de QUATORZE.

Nous ne connaissons pas encore tous les résultats, notre ami le docteur Victor Adler, battu à Vienne par la coalition de toutes les réactions, était candidat à Reichenberg campagne (Bohême), où son élection, paraît assurée.

Nous pouvons cependant établir le nombre de suffrages acquis à ce jour par la démocratie socialiste autrichienne :

Ces suffrages atteignent le chiffre énorme de cinq cent soixante-quatorze mille.

Où, 574.000 voix ! et encore ne consult-on pas tous les résultats.

Ce nombre considérable de suffrages se répartit en suffrages du premier degré et en suffrages du second degré. Autrement dit dans les circonscriptions où une sorte de mode de vote analogue à celui du Sénat français a prévalu, les socialistes obtiennent 350.000 suffrages ; dans ceux plus rares — où on a voté directement, le nombre des voix obtenues est de 228.679.

Tels sont les résultats de la première expérience faite, en Autriche, du suffrage universel. Ils sont, on le voit, plus satisfaisants, et démontrent jusqu'à l'évidence que la situation économique sur les bords du Danube, comme dans tout le reste de la vieille Europe, entraîne le prochain avènement de la Société collectiviste.

NOUVELLE A LA MAIN
A La Haye :
Un habitué interpella un ami qui vient de quitter après forces politesses un personnage assez mal coté sur la place :
— Comment ! vous donnez des poignées de main interminables à ce détresseur !
— Par précaution ! Pendant que je tiens sa main dans la mienne, je suis sûr qu'il ne m'a pas dans sa poche.